

Le PQ au pays de l'or noir

Hugo Séguin

Number 762, January–February 2013

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/68254ac>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Centre justice et foi

ISSN

0034-3781 (print)

1929-3097 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this article

Séguin, H. (2013). Le PQ au pays de l'or noir. *Relations*, (762), 4–5.



Le PQ au pays de l'or noir

La position du PQ en matière de développement pétrolier préfigure des déchirements entre son aile « verte » et la direction du parti.

HUGO SÉGUIN

L'auteur est chargé de cours à l'École de politique appliquée de l'Université de Sherbrooke et chercheur associé au Centre d'études internationales de Montréal (CÉIM-UQAM)

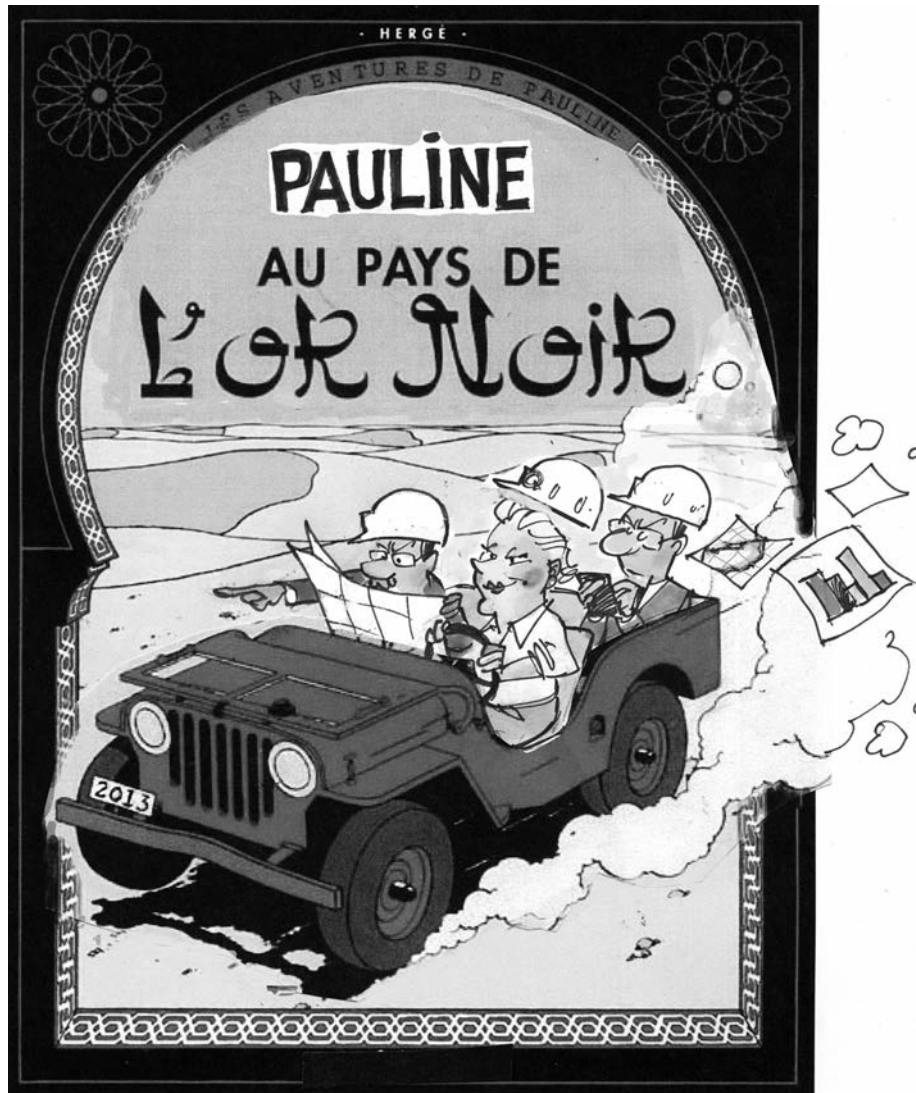
Vulnérable sur le plan de la crédibilité économique et désireux de rassurer des milieux d'affaires horrifiés par le déclassement de la centrale nucléaire Gentilly 2 et la charge anti-gaz de schiste de la ministre des Ressources naturelles, Martine Ouellet, le nouveau gouvernement minoritaire du Parti québécois (PQ) ouvre les vannes de l'exploitation pétrolière. La première ministre Pauline Marois et son équipe se montrent en effet favorables à l'extraction du pétrole conventionnel de la Gaspésie et exigent bruyamment une entente avec le gouvernement fédéral et Terre-Neuve-et-Labrador sur l'exploitation des ressources du gisement Old Harry, dans le Golfe de Saint-Laurent. Toutefois, le gouvernement rejette pour l'instant la fracturation hydraulique nécessaire à l'extraction d'éventuel pétrole de schiste sur l'Île d'Anticosti. Pauline Marois aura aussi causé toute une surprise au dernier Conseil de la fédération en créant un comité de travail Québec-Alberta sur la question de l'acheminement de pétrole de l'Ouest vers les raffineries québécoises, un dossier très controversé mais fortement appuyé par la communauté d'affaires du Québec et du reste du Canada.

Au cœur du programme du PQ en matière d'énergie, le concept d'indépendance énergétique sert de plateforme permettant à deux tendances politiques d'y trouver chacune leur compte, en partageant notamment l'objectif commun de réduire les importations de pétrole. Plusieurs péquistes favo-

rables à l'idée de faire du Québec un champion de l'économie verte ont ainsi pu défendre l'adoption d'importantes mesures de réduction de la consommation de pétrole et d'émissions de gaz à effet de serre, notamment à travers l'électrification des transports et le développement des

transports collectifs. D'autres, attachés à une vision économique plus « conventionnelle », en ont profité pour appeler de tous leurs vœux l'exploitation d'éventuelles ressources pétrolières en sol québécois.

Deux visions économiques et environnementales très différentes cohabitent ainsi tant bien que mal au sein d'un même discours. L'analyse des premiers mois du gouvernement péquiste montre bien qu'une l'emporte sur l'autre, alors que les partisans de la réduction de la consommation de pétrole et de l'économie verte doivent



Jacques Goldstyn et Hergé



ronger leur frein. «Quand nous produirons du pétrole, ce sera pour enrichir tous les Québécois», annonce la première ministre.

Malgré ses engagements en faveur d'une augmentation des investissements dans les transports collectifs (prolongement des lignes de métro, voies réservées aux autobus, etc.) et dans la lutte aux changements climatiques, le premier budget Marceau ne contient rien qui puisse permettre de grandes avancées. Dans ce domaine comme dans d'autres, la politique fait bel et bien des gagnants et des perdants, et les péquistes «verts» semblent devoir cette fois-ci passer leur tour, rigueur budgétaire oblige.

L'éventuelle exploitation de ressources pétrolières *made in Quebec* pose par ailleurs la question de la compatibilité de certaines activités économiques hautement problématiques avec des considérations environnementales essentielles. À l'ère des changements climatiques, peut-on effectivement exploiter du pétrole «de façon responsable», comme le veut la formule consacrée? Le nouveau gouvernement péquiste répond d'emblée que oui, avant même d'avoir défini les balises environnementales qui guideraient cette éventuelle exploitation.

La question devrait également rappeler le caractère hautement spéculatif de la prospection pétrolière au Québec. Car jusqu'à présent, aucune étude n'a pu démontrer la présence de réserves qui vailent la peine d'être exploitées. Si nous savons qu'une partie de notre sous-sol renferme bel et bien du pétrole, rien n'a encore permis d'en estimer sérieusement les quantités, ni ce qu'il en coûterait pour l'extraire¹.

Mais plus fondamentalement, la question pétrolière nous interpelle directement sur la façon dont nous concevons collectivement l'avenir économique du Québec. Voulons-nous faire du Québec un producteur de

classe mondiale de ressources naturelles – incluant les hydrocarbures – ou développer une économie verte à forte valeur ajoutée, sobre en carbone et efficace au plan de l'utilisation de l'énergie et des ressources? Pour le moment, la première option semble domi-

ner sans partage le paysage médiatique et politique, malgré un fort soutien social en faveur de la seconde, ce qui laisse présager la poursuite de conflits déchirants au PQ comme dans la société québécoise. ●

Développement et Paix en péril

Ce qui était pourtant un fleuron de la coopération internationale et de l'engagement pour la justice sociale des chrétiens n'est plus que l'ombre de lui-même.

ÉLISABETH GARANT

Depuis 2009, nous assistons à une succession d'événements qui ont mis Développement et Paix (D&P) en péril. Tout a commencé par des accusations insidieuses de la droite chrétienne, particulièrement à travers l'organe LifeSiteNews, contre des projets financés par l'organisme. Malgré une enquête interne de la Conférence des évêques catholiques du Canada (CECC) apportant un démenti à ces allégations, elles s'invitent à nouveau dans la campagne Carême de partage de 2011, entraînant l'annulation largement dénoncée des conférences que le jésuite mexicain Luis Arriaga devait donner (voir S. Loïselle, «Développement et Paix dans le collimateur», *Relations*, n° 750, août 2011). Au printemps 2012, ce sont les coupes de 30 millions de dollars sur cinq ans faites par le gouvernement Harper qui viennent à leur tour compromettre les projets sur le terrain et le fonctionnement de D&P (voir R. Levac, *Développement et paix en crise*, *Relations*, n° 758, août 2012).

Enfin, à l'automne 2012, les évêques suspendent puis exigent des modifications à la campagne d'éducation à la solidarité internationale élaborée depuis toujours de façon démocratique au sein de l'organisation. Une ingérence qui ne s'explique que par la volonté de certains évêques canadiens d'empêcher toutes les organisations sous leur juridiction d'exprimer publiquement des critiques à l'encontre du gouvernement conservateur.

Derrière cette volonté d'affaiblir D&P se cache aussi une lutte sournoise et, malheureusement, de plus en plus efficace menée contre tout engagement chrétien visant à transformer les structures politiques, économiques et sociales générant des injustices – une voie pourtant encouragée par l'enseignement social de l'Église.

De nombreuses personnes, indignées par ce virage sans précédent, ont pourtant défendu les orientations et les pratiques de l'organisme. Des voix se sont élevées pour dénoncer les silences, les manipulations et la collusion des acteurs de cette saga. Des employés ont remis leur démission et

L'auteure est directrice du Centre justice et foi et de la revue *Relations*

1. Voir à ce sujet H. Séguin, «L'île au trésor», blogue *Choix de société*, sur le site <equiterre.org>, le 8 mai 2012.